

Résumés

Intégration budgétaire et stimulation de la croissance en Europe

Jacques H. Drèze, Alain Durré

Dans le cadre de la crise frappant aujourd'hui les dettes souveraines, le défaut d'intégration économique dans l'Union Économique et Monétaire (UEM) ressort clairement et nourrit un débat intense parmi les chercheurs et les responsables politiques. Le débat concerne surtout la discipline budgétaire et les politiques d'austérité, qui pèsent toutes deux sur les perspectives de croissance. Dans cet article, nous évaluons les principaux défauts structurels de l'UEM à la lumière de la théorie de l'équilibre général. Nous reprenons deux questions centrales pour la stabilité de l'UEM : la répartition internationale des risques macroéconomiques et la coordination des politiques de stimulation de la croissance. Nous proposons : (A) un schéma spécifique d'assurance mutuelle des risques macroéconomiques ; (B) le transfert au niveau UEM de la conduite des politiques de demande, avec comme instrument des programmes ambitieux d'investissements (publics, ou privés mais budgétairement neutres).

Mots-clés : Modèle d'équilibre général, partage de risques, stimulation de la croissance, intégration budgétaire, EMU, obligations indexées.

Classification JEL : E24, E63, H63.

Les délibérations de la politique monétaire : taille du comité et des règles de vote

Vincent Maurin, Jean-Pierre Vidal

Quelle est la taille optimale d'un comité de politique monétaire ? Quelle est la meilleure règle de vote ? Dans l'esprit du théorème de Condorcet, cet article propose un modèle de prise de décision contenant des phases de délibération pendant lesquels les membres du comité peuvent changer de position. Ce processus de délibération est conclu par une décision qui peut être prise à l'unanimité, à la majorité simple ou à la majorité qualifiée. En termes de performance, la majorité simple apparaît plus efficace pour les comités composés d'un grand nombre de membres. En revanche, décider à l'unanimité n'est profitable que dans les comités de petite taille.

D'une manière générale, les règles de super-majorité sont adaptées dans un environnement incertain, lorsque les propositions initiales ont moins de chance d'être correctes, ou dans des problèmes de décision asymétrique, quand la perte liée à l'adoption d'une mauvaise proposition est plus élevée que celle du rejet d'une bonne proposition.

Mots-clés : Politique monétaire, mécanisme de décision collective, taille optimale d'un comité, règles de vote.

Classification JEL : D71, D78, D81, E58.

La structure de la concurrence influence-t-elle la performance des enchères multi-unitaires ? Une analyse expérimentale

Raphaële Préget, Sophie Thoyer

La concurrence dans une enchère multi-unitaire est mesurée à la fois par le nombre d'enchérisseurs et par la quantité demandée par chacun, rapportée au nombre d'unités en vente. Pour le même degré de concurrence (demande agrégée et offre identiques), nous pouvons observer différentes structures de demande. Celles-ci ont-elles un impact sur l'efficacité de l'enchère et le revenu du vendeur ? Il est essentiel de mieux comprendre l'impact de la structure de la concurrence sur la performance des enchères multi-unitaires pour pouvoir faire des recommandations sur leur design. Des résultats théoriques montrent sur un cas simple, comparant une enchère à prix uniforme avec 2 enchérisseurs ayant chacun une demande de 6 unités et une enchère avec 6 enchérisseurs ayant chacun une demande de 2 unités, qu'il existe une multiplicité d'équilibres conduisant à des performances différentes. Des expériences en laboratoire sont conduites pour comparer la performance de ces deux enchères. Les résultats indiquent que, pour un même degré de concurrence, le vendeur obtient un revenu espéré supérieur avec une variance plus faible lorsqu'il fait face à un grand nombre d'enchérisseurs demandant peu d'unités chacun. Nous montrons que ce résultat est obtenu sans effet significatif sur l'efficacité allocative.

Mots-clés : Expériences, enchères multi-unitaires, structure de la concurrence.

Classification JEL : C92, D4, D44.

Relation croissance-emploi et corridor de Leijonhufvud

Jean-Marie Le Page

À partir de 2008, le taux de chômage de la zone euro n'a cessé d'augmenter alors que le PIB de cette zone était encore à la fin de 2012 au même niveau qu'en 2008. Cette évolution récente de l'activité globale illustre le risque couru par une économie de quitter le couloir de stabilité à l'intérieur duquel elle progresse d'une manière cyclique pour entrer dans une zone de turbulence. Dans cette zone, les stabilisateurs automatiques n'exercent qu'une faible force de rappel. Pour étudier à un niveau théorique ce type de situation, cet article présente un modèle qui associe le corridor de Leijonhufvud au principe d'instabilité de Harrod. Ce modèle met en évidence un seuil au-delà duquel l'économie risque de connaître un processus cumulatif de déclin simultané de la croissance et de l'emploi. Un tel mécanisme n'existe cependant que lorsque le chômage a une influence directe sur la demande globale comme cela semble être le cas dans la période actuelle.

Mots-clés : Relation croissance-emploi, dynamique économique, principe d'instabilité, corridor de Leijonhufvud.

Classification JEL : B22, E12, E24.